Médiévales

Langues, Textes, Histoire

56 | printemps 2009
Pratiques de l'écrit

À propos de la révolution de l'écrit (x^e-xiii^e siècle). Considérations inactuelles

About the Writing Revolution (tenth-thirteenth century). Untimely Meditations.

Paul Bertrand

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/medievales/5551>

DOI : 10.4000/medievales.5551

ISSN : 1777-5892

Éditeur

Presses universitaires de Vincennes

Édition imprimée

Date de publication : 30 juin 2009

Pagination : 75-92

ISBN : 978-2-84292-232-0

ISSN : 0751-2708

Référence électronique

Paul Bertrand, « À propos de la révolution de l'écrit (x^e-xiii^e siècle). Considérations inactuelles », *Médiévales* [En ligne], 56 | printemps 2009, mis en ligne le 21 septembre 2011, consulté le 23 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/medievales/5551> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/medievales.5551>

Ce document a été généré automatiquement le 23 avril 2022.

Tous droits réservés

À propos de la révolution de l'écrit (x^e-xiii^e siècle). Considérations inactuelles

About the Writing Revolution (tenth-thirteenth century). Untimely Meditations.

Paul Bertrand

- 1 Cinq mille originaux conservés pour la France d'avant 1121, 2000 chartes et *writs* anglo-saxons pour l'Angleterre d'avant 1066¹ ; puis des dizaines et des dizaines de milliers d'originaux à partir du xiii^e siècle. En un long siècle, de la fin du xii^e à la fin du xiii^e siècle, l'Europe médiévale connaît sa première grande révolution de l'écrit. Cette révolution est une découverte récente pour beaucoup d'historiens : les grandes lignes en ont pourtant été tracées par Michael Clanchy dans un livre devenu célèbre : *From memory to written record*, édité en 1979 et réédité avec de grands remaniements en 1993. Un ouvrage essentiel, largement cité, mais malgré tout peu connu car peu lu dans le monde francophone (il n'y a d'ailleurs pas été traduit) : en conséquence, bien des chercheurs « font et refont du Clanchy » sans le savoir dans leurs publications sur les pratiques de l'écrit.
- 2 En rester à la provocation n'est guère intéressant, pas plus que « refaire du Clanchy », même revu et corrigé par ses successeurs. Présenter un nouveau *status quaestionis* serait superfétatoire : quelques-uns ont déjà été publiés voici peu de temps². Je voudrais ouvrir le questionnaire de Michael Clanchy, poser des questions qu'il n'a pas entrevues alors, probablement parce que ce n'était pas le moment. Ces questions déboucheront sur des esquisses de réponse, des propositions multiples : je tenterai de faire le point sur celles-ci ; ces esquisses, je compte les reprendre et les affiner dans un mémoire d'habilitation en cours sur les écrits ordinaires et sur les pratiques diplomatiques dans la seconde moitié du xiii^e siècle et au cours du xiv^e siècle. Ceci constitue donc une partie de mon questionnaire.
- 3 Il conviendrait d'élargir l'aire de recherche en considérant l'étude des pratiques de l'écrit comme étude de la culture graphique, au sens défini par Armando Petrucci

(repris par Roger Chartier) : étudier, « pour un temps et un lieu donnés, l'ensemble des objets écrits et des pratiques dont ils sont issus »³. Michael Clanchy a tenté de procéder à une analyse de la sorte, mais il faut convenir qu'une telle enquête est bien difficile à mener intégralement sur des dossiers amples et pour la fin du Moyen Âge, puisqu'elle nécessiterait d'appréhender les liens entre les différentes formes d'écritures (manuscrites, épigraphiques...) mais aussi d'étudier la pluralité des usages de l'écrit (politiques, administratifs, religieux, littéraires, « privés »...). De plus, il faudrait conjointement plusieurs approches différentes de l'écrit : d'abord l'approche de la forme matérielle ou intellectuelle, étudiée en profondeur, qui s'apparenterait à une analyse morphologique. Mais aussi la mise en parallèle typologique des écrits, que l'on tente d'organiser et de classer. Une analyse micro-historique des écrits devrait aussi être entreprise, ponctuellement du moins, document par document : entreprendre la remise en contexte historique d'un obituaire, d'un manuscrit d'une *Somme théologique*, d'un cartulaire, d'un chartrier est un passage obligé⁴, consacrer une monographie à une chancellerie, un secrétaire, un scribe l'est tout autant⁵.

La révolution de l'écrit a-t-elle eu lieu ?

- 4 Au-delà de ces précautions méthodologiques, se pose la question fondamentale : y a-t-il eu réellement une révolution de l'écrit aux XII^e et XIII^e siècles ? Qu'est-ce que cette révolution de l'écrit ? Comment peut-on la définir ? Sous quelle forme nous apparaît-elle ? Ce qui paraît une évidence pour la communauté scientifique n'a jamais été défini avec clarté. On a caractérisé, à la suite de M. Clanchy, cette explosion de l'écrit comme une expansion, comme une explosion numérique des documents conservés : chartes et cartulaires et en parallèle manuscrits « littéraires » et liturgiques pour la seconde moitié du XII^e siècle. Mais il faut nuancer cependant : est-ce bien là une croissance et une diversification de la production documentaire ou sommes-nous face à un renforcement du souci de la conservation ? En d'autres termes, ne sommes-nous pas aveuglés par les chiffres ? La réalité documentaire est la suivante : d'après les spécialistes de la documentation princière du premier millénaire – qui est nécessairement la mieux organisée et la plus massive dans le monde laïque – les taux de destruction pour ces périodes sont énormes. Seulement 0,001 % des diplômes royaux mérovingiens auraient été conservés⁶ ; pour les périodes suivantes, avant l'an mil, la conservation n'est guère meilleure – que les documents n'aient guère été conservés alors ou aient été détruits au second millénaire, dans un contexte où leur utilité et leur lisibilité n'avaient plus cours. Conserver l'écrit n'intéresse pas ; celui-ci a une durée de vie limitée. N'y aurait-il pas là une première raison : la révolution de l'écrit à la fin du XII^e siècle n'est-elle pas davantage une révolution de la conservation plus qu'une révolution de la production, du moins au XII^e et au début du XIII^e siècle ?
- 5 Autre raison de nuancer : le fameux trou des X^e et XI^e siècles, que d'aucuns avaient lié aux troubles de l'anarchie féodale. Une décroissance réelle de l'écrit due à cette anarchie politique ? Ou une transformation de l'écrit moins considéré ? Cet effacement du X^e et en partie du XI^e siècle, constaté par bon nombre de chercheurs, met en évidence de manière forte, voire exagérée, l'apparent boom documentaire du XII^e siècle, de la même façon l'explosion documentaire du XII^e siècle pour l'Angleterre normande n'apparaît que plus importante face à la pauvreté de l'Angleterre anglo-saxonne. On n'a pas encore expliqué cet apparent effacement du X-XI^e siècle dans l'Europe du nord. Mais ne faudrait-il pas d'abord se demander s'il y a eu réellement effacement ?

- 6 En effet, certains ensembles documentaires de ces époques, miraculeusement conservés, montrent que l'écrit peut être largement pratiqué au niveau le plus local. Le cas de la Rhétie est, de ce point de vue, éclairant. On a défini là un *Urkundenlandschaft*, un espace déterminé et déterminant du point de vue documentaire, définissant sa propre identité documentaire, comme le préconisait depuis des années Heinrich Fichtenau, à propos de l'espace autrichien⁷. Plusieurs dizaines de documents constituent donc un paysage documentaire propre à la Rhétie, autour de l'abbaye de Saint-Gall, pour la fin du premier millénaire. Des notices de tous types, très particulières, conçues et écrites par des spécialistes locaux de l'écrit, pour des disposants et destinataires aussi bien ecclésiastiques que laïques⁸. Or, si l'on peut définir ces aires d'écriture, c'est que les écrits de ces régions ont été conservés dans des chartriers ecclésiastiques de manière tout à fait inattendue, dans des nids documentaires impressionnants, comme le fonds de l'abbaye de Saint-Gall, justement. Ailleurs, les nids apparaissent de manière moins évidente, mais on les distingue bel et bien. Prenons l'exemple de la France avant 1121. Les chercheurs de l'ARTEM de Nancy constatent une hausse de production de diplômes constante aux x^e et xi^e siècles, et ce jusqu'au début du xii^e siècle, *terminus ante quem* du corpus étudié : certes une hausse minime, de 96 actes pour 1001-1010 à 334 pour la période 1081-1090. Considérons ces chiffres en les ventilant selon les chartriers de conservation. On y distingue aussi des nids : Marmoutier, Cluny, Saint-Victor de Marseille, Saint-Denis, Saint-Hilaire de Poitiers, Saint-Maixent...⁹ Tout comme pour les fonds autrichiens ou suisses, les nids documentaires français sont des communautés monastiques de taille importante qui ont conservé davantage des fonds anciens. On doit donc prendre en considération l'intérêt croissant porté à la conservation en cette fin de Moyen Âge, pour évaluer cette révolution de l'écrit.
- 7 On aurait tort cependant de verser dans un révisionnisme provocateur et excessif : l'emprise de l'écrit se fait de plus en plus importante au fil du xii^e et surtout du xiii^e siècle s'ajoutant au souci de la conservation. U. Neddermeyer a entrepris et publié une analyse quantitative méconnue en France, sur la base d'un inventaire de manuscrits existants, au travers de catalogues de bibliothèques. Il décèle plusieurs pics de croissance. Le premier entre 1100 et 1349, le deuxième jusqu'en 1469, le troisième jusqu'en 1520. La première époque, de 1100 à 1249, U. Neddermeyer envisage de la préciser, en y distinguant deux étapes : celle de 1100-1249 et celle de 1270-1349¹⁰. La première subdivision est évidemment celle qui nous intéressera, même si je ne m'interdis pas de faire allusion régulièrement à la seconde. La croissance du xii^e au milieu du xiii^e siècle se traduit donc dans une multiplication des manuscrits, copiant des anciens principalement. Du côté des documents normatifs et de la pratique (soit les documents qui posent la norme et ceux qui la mettent en pratique sous la forme de chartes ou de notices, par exemple), l'accroissement de production est encore plus net : à l'instar des catalogues de bibliothèques pour les manuscrits, la consultation des inventaires d'archives ou la lecture de la moindre monographie ou édition de source touchant à ces périodes montrent nettement l'accroissement de la fin du xii^e et du xiii^e siècle : Thomas Behrmann travaillant sur les communes italiennes¹¹, Benoît Tock sur les chartes d'Arrouaise¹², l'ouvrage de M. Clanchy déjà évoqué pour l'Angleterre... La croissance documentaire semble évidente pour tous les chercheurs, mais jamais quantifiée, jamais réellement étudiée de manière plus précise. Il serait bon d'approfondir les recherches d'U. Neddermeyer en s'appuyant sur des ensembles

documentaires nettement définis, afin d'en étudier le contexte de production, de conservation et donc de destruction, d'établir plus clairement une quantification de ce qui a été conservé et de ce qui a été détruit. Des scientifiques ont déjà tenté d'appliquer à ces questions des méthodes d'analyse des probabilités, notamment en s'appuyant sur un modèle mathématique issu de la biologie et de la démographie, mais sans grand succès : G. Declercq, dans une réponse argumentée, a montré les faiblesses de ces théories¹³. Le dédain actuel pour le quantitatif et le statistique, le retour du qualitatif – de l'intérêt pour le contenu – ont repoussé pour l'instant l'éventualité de ces recherches.

Autour des fonctions de l'écrit

- 8 Mais le grand tournant du XII^e-XIII^e siècle ne peut être seulement quantitatif : il est multiforme et en ce sens nécessite d'être appréhendé de façon large. Trop d'études se focalisent sur un seul aspect de cette révolution de l'écrit. Tous ces aspects sont reliés les uns aux autres, évidemment. Je voudrais ici en évoquer quelques-uns et les problématiser.
- 9 Un des axes d'étude les plus retenus, les plus fréquentés, s'articule autour de la fonction de l'écrit. Le thème du « pourquoi écrire » préoccupe la communauté scientifique depuis une quarantaine d'années (voire davantage), en cheville avec les grands questionnements relativement destructeurs du *Linguistic Turn*.
- 10 « Pourquoi écrire » : les spécialistes des documents de la pratique ont, ces dernières années, beaucoup travaillé sur le statut juridique de l'écrit diplomatique. Jusqu'au XI^e-XII^e siècle, l'écrit diplomatique sert à notifier l'information, à faire mémoire de l'action juridique, afin que nul ne l'oublie, afin aussi, si besoin en est, de retrouver les protagonistes et témoins pour confirmer ou infirmer une opération juridique peut-être controversée. À partir du XI^e-XII^e siècle, sur les territoires français, germaniques et anglo-saxons, le droit écrit reprend ses droits, lentement. Cela signifie donc que l'écrit change de statut : il notifie toujours l'information juridique, mais il l'atteste aussi bien davantage. La notice, dépourvue de signes de validation, informe voire informelle, se voit concurrencée dès le XII^e siècle par la charte. En Italie, on vit deux siècles plus tôt la confrontation des *brevia* – les *brefs* – et des chartes¹⁴. La charte subit une transformation de fond et de forme, dans la ligne même des diplômes carolingiens, ottoniens ou capétiens dont elle constitue la continuation naturelle. Elle se structure, prend une forme rectangulaire ou carrée, est dotée d'une décoration minimaliste (ou davantage) ; son texte est organisé, jalonné de formules juridiques qui l'assurent, écrit en style subjectif : un auteur l'endosse, lui donnant davantage de validité. Validité, maître mot : de multiples signes de validation renforcent ce qui devient un *instrumentum*, un outil juridique. Le signe de validation ultime est le sceau, évidemment.
- 11 On notera qu'à partir du XI^e et surtout des XII^e et XIII^e siècles un type de charte particulier naît, doté de signes de validation particuliers : le chirographe ou charte-partie. Ce document, rédigé en deux exemplaires ou davantage, sur la même feuille de parchemin, découpés et séparés après lecture et vérification, en tranchant au travers d'une « devise », légende écrite sur le tracé de coupe avant celle-ci. Chacune des parties conserve un des exemplaires, que l'on peut rapprocher en cas de contestation afin de confirmer leur validité¹⁵. L'objectif reste toujours identique : assurer la validité de l'écrit.

- 12 Le document, on le voit, s'inscrit dans un *continuum* juridique, il s'installe dans le temps. Il accompagne l'action juridique puisqu'il est censé être rédigé et scellé alors. Il suit la vie de l'action juridique, jusqu'à son extinction : la revente du bien, la fin du bail, le rachat de la rente. L'objectif n'est plus seulement de se souvenir de l'action juridique ou économique passée, c'est aussi et avant tout de prévenir tout conflit, de prévoir de futures potentielles contestations¹⁶. L'acte tend à se confondre ici avec la charte, de plus en plus.
- 13 Cet écrit armé juridiquement correspond bien aux aspirations d'une société qui se « juridicise » de plus en plus, qui s'ouvre au droit écrit. Couplée à une baisse des coûts de l'écriture, cette croissance se constate à tous les niveaux – par exemple dans la démultiplication des originaux, des copies authentifiées, mais également dans l'apparition des juridictions gracieuses ou encore dans la (re) naissance, au sud, du notariat.
- 14 Ce statut juridique transformé, on l'a trop oublié pour se concentrer sur une autre caractéristique fonctionnelle de l'écrit mise en avant ces dernières années, toujours autour du « pourquoi écrire ? ». Depuis une quarantaine d'années, les médiévistes qui tentaient de répondre à cette question travaillaient surtout sur le haut Moyen Âge : pour la littérature hagiographique, les sources narratives en général, puis les sources liturgiques (et surtout obituaires), les hauts médiévistes ont proposé des schémas d'explication pratiques, pragmatiques. C'est ainsi que l'étude de la *Memoria* (le souvenir des ancêtres) s'est prolongée tout naturellement à l'étude des *Verschriftlichungsprozesse* (les processus de mise par écrit) au sein de la brillante école de Münster, dans le dernier quart du xx^e siècle. Il a été établi que beaucoup de récits du haut Moyen Âge voulaient construire ou reconstruire une image mémorielle du passé, de leur passé, du passé de leur communauté. Les communautés elles-mêmes ont contribué à créer leur propre paysage textuel et mémoriel¹⁷. Ce paysage serait donc une construction ou reconstruction du passé destinée à conforter leur positionnement ou leurs actions dans le présent ou le futur¹⁸. Le concept de *Memoria* a été récupéré chez les historiens spécialistes des commémorations obituaires médiévales (le souvenir des morts), qui l'ont appliqué aux textes : le souvenir des hommes et des communautés constitue alors la trame explicative de bon nombre d'écrits du haut Moyen Âge, leur raison d'être. Tout naturellement, les spécialistes de la *Schriftlichkeit* ont appliqué leurs recherches sur les fonctions de l'écrit aux documents normatifs et de la pratique, comme les *Herrscherurkunden* des Ottoniens ou des Saliens¹⁹. La fonction mémorielle de l'écrit a donc été mise en avant pour ces actes de la pratique : conserver le souvenir des personnes, mais surtout des actions juridiques, des translations de droit réel. Toutes ces actions juridiques conduites et conclues devant une assemblée jouant le rôle de témoin, martelées oralement, ponctuées par des gestes symboliques (transmission d'objets notamment), restent la plupart du temps hors du champ de l'écriture²⁰. Lorsqu'on recourt à la mise par écrit, c'est pour conserver le souvenir de ces actions, pour faciliter le travail de la mémoire, pour le renouveler si l'action a été réalisée il y a bien longtemps. L'écrit acquiert donc un double rôle : celui de porteur de souvenir (mémoire), mais aussi d'acteur de souvenir, jusqu'au xi^e voire au xii^e siècle et, en grande partie, jusqu'à la fin du Moyen Âge. Véhicule de souvenir des actions ou mémoire mise en écriture, le document est aussi acteur de mémoire, dans la mesure où il la revivifie, la relance, la rénove. Ces mécanismes mémoriels n'ont pas encore été suffisamment

remis en contexte, notamment juridique. Le lien entre mémoire, oralité, écriture et autres « langages » comme les signes, les images... n'a pas été approfondi²¹.

Le cartulaire, monument ou caisse à outils ?

- 15 Un des documents les plus étudiés ces dernières années à ce propos est le cartulaire²². Recueil de copies de chartes mis en place par le destinataire de celles-ci, par le détenteur du chartrier, le cartulaire n'avait jusqu'ici attiré l'attention des chercheurs que parce qu'il est réceptacle, réservoir. Depuis 1991, le cartulaire est devenu objet d'enquêtes en soi. Il est représentatif de la révolution de l'écrit, du grand accroissement du XII^e-XIII^e siècle puisqu'il en constitue une composante essentielle. Le genre est né aux IX^e et X^e siècles dans les pays germaniques (cartulaires de Cozroh, de Wissembourg, de Fulda...), parfois inséré dans un cadre narratif (les cartulaires chroniques ou chroniques contenant des chartes, à l'instar des *Gesta* de Folcuin de Saint-Bertin). Gardiens de la mémoire juridique, réservoirs administratifs, ces recueils construits et parfois fortement charpentés de narratif ont été surtout décryptés pour le haut Moyen Âge comme des outils de commémoration : on y entretient la *Memoria* des fondateurs, des donateurs, des bienfaiteurs des communautés auteurs de ces cartulaires²³. À partir du XI^e et surtout du XII^e-XIII^e siècle, le cartulaire prend son envol : auparavant comptés sur les doigts pour les siècles d'avant 1100, on les dénombre par dizaines au cours du XII^e siècle, par centaines au cours du XIII^e siècle.
- 16 Le cartulaire devient un outil relativement commun et non plus une spécificité de certaines communautés religieuses, comme les Clunisiens ou les Cisterciens²⁴. Il peut garder une part importante de souci mémoriel, de mise en écriture de la mémoire des fondateurs, comme dans le cartulaire de la commanderie de Richerenches analysé par Damien Carraz²⁵. Mais le statut de l'écrit a changé. Son emprise croissante, sa diffusion large lui a permis d'acquérir une autre fonctionnalité qu'il ne faut pas négliger : la facilitation de la gestion. Car les cartulaires sont chargés de copies d'actes relatifs à des biens ou des revenus, accumulés de plus en plus rapidement au fil des derniers siècles du Moyen Âge, s'amoncelant de manière désordonnée. Leur administration s'avérant de plus en plus complexe, on associera d'ailleurs rapidement aux cartulaires d'autres instruments de gestion qui les complètent ou les prolongent, comme les censiers, en plus des index et tables dont l'apparition et la diffusion constituent aussi une caractéristique du XIII^e siècle²⁶. Les cartulaires acquièrent donc un profil plus pratique : pour bon nombre, leur mise en page perd l'aspect soigné qui les caractérisait au XII^e siècle. Les grands diplômes royaux ou les bulles pontificales, les actes des fondateurs n'y sont plus copiés. Des recueils propres sont mis en place pour eux : bullaires, cartulaires de fondation²⁷. On y accumule des chartes ou des notices qui traitent des biens et des revenus, le plus souvent en les copiant entièrement, parfois en ne reprenant que l'essentiel (les différentes parties, la description du bien et sa localisation, les témoins).
- 17 Ces copies complètes ou partielles sont classées selon l'ordre des localités pour lesquelles elles attestent des droits réels. L'étude de la gestion de l'espace mise en œuvre par les cartulaires (mais pas seulement), avant comme après le XII^e-XIII^e siècle, est loin d'être bouclée. Les travaux sur l'espace ecclésial ont fourni un utile terrain de réflexion, mais selon moi, on doit fonder puis dépasser l'idée de l'« arpentage de l'espace par l'écrit » qui témoignerait du renforcement des « relations qui unissent le centre de l'institution aux périphéries qu'elle domine »²⁸. Il s'agirait de mieux saisir les relations complexes mises en jeu dans ce type de recueil quant à l'organisation du

matériau. Les tentatives d'explication sont toutes fonctionnalistes, relatives aux fonctions économiques ou sociales que l'institution productrice assigne au document. Elles peuvent être aussi pratiques du point de vue codicologique : un tel ordre serait de rigueur pour faciliter le repérage des copies au sein du recueil.

- 18 Les fonctions et la forme du cartulaire ne peuvent donc être appréhendées de manière univoque. La lente transition entre le xi^e et le xiv^e siècle montre qu'on ne peut entrevoir une seule fonction au cartulaire²⁹. La fonction mémorielle est parfois prédominante, parfois mineure, parfois inexistante. La fonction de gestion, liée à la prise de valeur juridique de l'écrit, l'est tout autant. Le cartulaire est bien un document emblématique de cette mutation de l'écrit du xii^e-xiii^e siècle. Il véhicule de nouvelles conceptions documentaires, se pare de nouvelles fonctions. Il connaît lui-même des transformations au fil des décennies. On lui associe très vite de nouvelles formes d'instruments qui vont lui être d'utiles compléments, comme les censiers ou rentiers. On n'a guère étudié les rapports entre les cartulaires et ces premiers documents de gestion foncière. Probablement parce que le statut de monument conféré au cartulaire depuis la fin du Moyen Âge, accentué encore au cours du xvii^e siècle des érudits³⁰, puis encore auréolé d'une nouvelle couronne depuis quelques années, l'a quelque peu isolé intellectuellement des autres. Et pourtant, les liens entre ces documents sont évidents.
- 19 En parallèle à l'évolution du droit, pour comprendre la progression de l'appréhension de l'écrit, il faut prendre en considération l'évolution du paysage économique en ces xii^e et xiii^e siècles. C'est la fin des grands domaines, des propriétés exploitées directement ; c'est la montée en puissance d'une économie plus « virtuelle ». Il importe toujours de posséder des terres ou des maisons, mais en fonction de leurs revenus potentiels. Une couche d'abstraction juridique et économique s'ajoute, qui fait écran entre les hommes et la terre. Les hommes partent à la chasse des fruits de la terre, qui ont plus de valeur que les terres elles-mêmes : accensement, arrentement, sous-arrentement, affermage ou bail. Les revenus s'accumulent : on afferme à la volée d'autres droits féodaux. Même la mort fait recette, avec la mise en place de rentes obituaires. Pour contrôler ces nouveaux flux en nature ou en argent, des instruments sont mis en place³¹. Parmi ces moyens, le cartulaire qui prend donc un faciès composite neuf, que l'on pourrait confondre aisément avec un cartulaire-chronique à vocation mémorielle. Ainsi le cartulaire de la cathédrale Notre-Dame de Lausanne, de la première moitié du xiii^e siècle, contenant principalement des copies de documents de 1210 à 1239 : chartes, documents juridiques, statuts capitulaires... C'est un grand recueil à vocation économique comme les statuts synodaux le préconisent depuis le début du xiii^e siècle, s'agissant de la protection des biens ecclésiastiques³². Ainsi le « polyptyque » de l'abbé Guillaume de Ryckel, abbé de Saint-Trond (1249-1272) : une sorte de manuel destiné à gérer les biens de l'abbaye bénédictine, qui tient à la fois du cartulaire, du document d'enregistrement, du censier, du polyptyque et du registre de comptes³³. Un peu plus tard, au cours du xiii^e siècle, le recueil de revenus fonciers assis sur des biens-fonds va apparaître *stricto sensu* : le censier ou le rentier, permettant la gestion des revenus à percevoir annuellement, constitué bien souvent de manière complémentaire au cartulaire. Au même moment apparaissent d'autres listes de revenus, des documents de comptabilité, qui se développeront encore au fil du xiii^e et surtout du xiv^e siècle³⁴.

Le « grand partage » oral-écrit

- 20 Cette approche fonctionnaliste a bien mis en évidence l'importance de l'oral, sous-entendant presque naturellement une sorte de manichéisme oral-écrit, avec l'écrit

comme grand gagnant de la confrontation. Mais ici aussi, je veux poser des questions pour nuancer l'évidence. Il faut rompre avec la vieille théorie du « grand partage », cette problématique qui réduit l'expansion de l'écrit à une victoire sur l'oral ; qui concevait un univers où écrit et oral sont en lutte, où une société de l'écrit – de la culture écrite – tente de l'emporter sur une culture orale considérée comme « inférieure » culturellement³⁵. On n'a pas encore bien cerné les rapports entre les deux cultures, bien plus complexes et plus intriquées qu'il ne paraissait. Oral et écrit, imbriqués l'un dans l'autre, se complètent à tous les niveaux de la société et dans bien des domaines.

- 21 Les procédures orales, en terme de tradition de biens par exemple, restent essentielles, on le sait – elles sont souvent d'ailleurs liées à des rituels bien précis. Ainsi, la prédominance des donations avant le xiii^e siècle ne transparait pas dans les documents : les transactions liées aux dons ne passent pas par l'écrit, ou alors sous la forme de notice³⁶. L'écrit est utilisé pour conforter l'oral, pour le renforcer, en donnant des aide-mémoire à l'action de tradition. On notera que l'écrit est utilisé alors, dans ce cadre, principalement pour encadrer la mise en saisine des biens, leur translation réelle en propriété³⁷. C'est surtout ici que les actions juridiques font appel à l'écriture, même si ce n'est pas immédiatement, mais parfois longtemps après coup.
- 22 C'est ainsi que naissent les pancartes aux xi^e et xiii^e siècles, vastes récapitulatifs, en une même peau de parchemin parfois scellée par une autorité, d'actions juridiques touchant à des biens possédés par une institution. Il s'agit de se souvenir de la transaction et des personnes qui y avaient assisté, qui en étaient les protagonistes. Les « originaux » des chartes ou notices qui auraient pu être utilisés par les compilateurs de ces pancartes auraient-ils été détruits après coup, devenus subitement inutiles ? Ou bien n'ont-ils jamais existé et, dans ce cas, les transactions ont-elles connu leur première mise par écrit ici ? Sur les pancartes, bien des inconnues subsistent, malgré de nombreux travaux publiés ces derniers temps, qui relancent heureusement le questionnement : sont-ce des actes en soi ou des prototypes de cartulaires ? Toutes les pancartes sont-elles à mettre « sur le même pied », ont-elles toutes le même statut³⁸ ? On peut se poser la même question à propos des *libri traditionum* épiscopaux surtout, pour les pays germaniques, du x^e au xiii^e siècle, qui transmettent des notices dont on se demande si elles ont été ou non copiées sur des notices préexistantes³⁹.
- 23 Écrit et oral ont coexisté et coexistent encore largement dans les procédures de communication. Mais on peut encore aller plus loin pour brouiller les frontières du « grand partage »⁴⁰. On doit prendre en considération d'autres procédures de communication, comme l'image, la représentation graphique, ou encore les inscriptions, qui interviennent à la lisière de l'écrit.
- 24 Cette réflexion sur les différents langages de communication doit mettre en évidence une fonction de l'écrit peu mise en avant, corollaire à la mémoire, à la communication symbolique : la publicité, la mise à disposition du public des documents normatifs et de droit. Les inscriptions de tout bord jouent ici un grand rôle, mais on ne doit pas oublier que toute charte, tout cartulaire sont censés être publiés. Cette publication, similaire à la publication d'une œuvre littéraire, passe par les mêmes canaux : visualisation, lecture à haute voix, stimulation de la mémoire par le mot ou la forme...
La part des laïcs
- 25 Cette « publicité » s'adresse aux clercs comme aux laïcs : le rôle et l'implication des laïcs dans l'écrit connaissent eux aussi une montée en croissance, c'est chose connue.

Mais ce qui pourrait être considéré comme le point essentiel de la révolution de l'écrit du XII^e-XIII^e siècle doit lui aussi être nuancé⁴¹. D'abord, les laïcs appréhendent l'écrit de multiples façons : depuis celui qui maîtrise complètement lecture comme écriture ou calcul à l'analphabète complet, de multiples formes variées d'accès à la communication sont à prendre en compte. On cherchera donc à tempérer un discours manichéen faisant la part des « literate » et des analphabètes. Armando Petrucci propose une typologie très complète. Il énumère ainsi les *alfabeti professionali* ou professionnels de l'écrit, écrivains, notaires..., les *alfabeti dell'uso* qui utilisent l'écrit de manière active dans leur vie professionnelle ou culturelle, les *semialfabeti funzionali* avec des compétences graphiques limitées, écrivant seulement dans leur langue maternelle, lisant peu tout en étant capables de le faire (ce sont, comme le dit Petrucci, une grande partie des souscripteurs des documents du haut Moyen Âge), les *semialfabeti grafici* qui ont une capacité d'écriture limitée, ne l'exerçant que dans des textes brévisssimes (souscription, listes...), ils ne lisent pas sauf s'ils y sont obligés et, de toute façon, ne comprennent guère ce qu'ils lisent, puis les *analfabeti*, analphabètes incapables de lire ou d'écrire, leur culture étant principalement visuelle ou orale⁴². On pourrait encore préciser cette typologie en prenant en considération la multiplicité des langages de communication évoqués plus haut et donc en distinguant aussi des faciès culturels différents suivant les modes d'expression orale ou visuelle, ou encore en intégrant à cette échelle l'aptitude à maîtriser les chiffres et le calcul. À partir du XII^e siècle, la part des *semialfabeti grafici* et des *semialfabeti funzionali*, voire des *alfabeti dell'uso* ne croîtrait-elle pas de manière spectaculaire ? L'utilisation de l'écriture ne deviendrait-elle pas plus commune ? La société – notamment urbaine – n'y serait-elle pas davantage confrontée ? Aucune réponse claire n'est actuellement donnée à cette question : il semble bien que cet élargissement social apparaisse plus tardivement au cours du XIII^e siècle⁴³. De nombreux exemples vont dans ce sens, comme le cas du chartrier des comtes de Saint-Pol qui apparaît au XIII^e siècle et prend vraiment forme à la fin de la période. J.-F. Nieus insiste sur un élément adjuvant essentiel, déjà cité : le souci de la conservation qui devient plus prégnant chez les laïcs comme chez les ecclésiastiques. L'accroissement documentaire de la fin du XIII^e siècle est donc lié autant à une meilleure conservation qu'à une plus grande prise en main de l'écrit par les laïcs⁴⁴. On constate la même croissance documentaire en deux étapes (voire trois, si l'on compte le XII^e siècle) en étudiant les chartes du duc de Brabant qui ont été conservées. Sur une base de 217 chartes conservées pour le XII^e siècle, la croissance s'emballe durant la première moitié du XIII^e siècle : c'est la première phase. Puis surviennent un tassement au beau milieu du siècle et, ensuite, une reprise fulgurante au cours du dernier quart du Duecento avec une moyenne de 60 actes tous les trois ans⁴⁵.

- 26 On ne négligera cependant pas cette diplomatique laïque qui apparaît dès la fin du XII^e siècle : une vraie pratique de l'écrit au niveau féodal. La gestion des services militaires prestés dans la seigneurie par les vassaux constitue un bon exemple. Le dossier de la seigneurie de Picquigny, étudié par J.-F. Nieus, montre que des listes relevant ces services existent depuis le XI^e siècle pour cette seigneurie, mais elles souffrent rapidement d'obsolescence. On en conserve pour la période 1192-1202. À partir du XIII^e siècle, comme un peu partout en Europe, on préfère l'acte individuel, porteur de validité juridique, dûment muni de tous les sacrements. Le chirographe – instrument idéal pour des conventions bipartites entre des *semialfabeti grafici* ou *funzionali* ? – est

d'abord tenté. Mais très vite, à Picquigny dès 1223, on préfère l'aveu unilatéral du vassal⁴⁶.

- 27 L'écrit touchera aussi rapidement les commerçants, les artisans, à partir de la seconde moitié du XIII^e siècle en France ou en Germanie. Ceux-ci sont des « literate » particuliers : outre une correspondance qu'ils commencent à tenir (surtout en Italie⁴⁷), ils comptent et tiennent leurs comptes. Cette prise en main de l'écrit « technique » appartient donc à la seconde époque de la révolution de l'écrit, je n'en dirai pas davantage ici⁴⁸.
- 28 Cet écrit laïque est avant tout un écrit que l'on compose ou lit dans sa propre langue : rien d'étonnant à ce que les chartes en vernaculaire fassent *flores* à partir du début du XIII^e siècle, mais surtout dans sa seconde moitié. M. Clanchy avait largement traité le problème pour l'Angleterre : de nombreuses monographies permettent d'y voir un peu plus clair pour la France, les Pays-Bas ou la Belgique, l'Italie actuelles, mais on peine encore à synthétiser le tout⁴⁹.
- 29 Mais quels sont les modèles des laïcs ? Sont-ce bien les chartes ou autres instruments mis en place par les clercs environnants ? Ou faut-il y voir, comme pour le haut Moyen Âge, des influences des « chancelleries » princières : royales, pontificales, ducaltes, mais aussi comtales et épiscopales ? Les modèles laïques sont-ils importés, venant du sud ?
La « mondialisation » de l'écrit
- 30 Cette question du mouvement de l'écrit se résume simplement : peut-on parler de diffusionnisme ou d'évolutionnisme en diplomatique ? Une autre grande caractéristique de cette période permet de mieux comprendre la pertinence de la question : c'est à une sorte de « mondialisation » de l'écrit et de l'écriture que l'on assiste. Une uniformisation « avant la lettre » de l'écrit, qui passe les frontières. Voilà plus de soixante-cinq ans que cette constatation a été faite et commentée par S. Hajnal dans un petit livre qui a connu beaucoup de relectures mais aussi de continuations⁵⁰. Il posait la question de l'existence de *Schriftgebiete*, grandes zones où les échanges culturels étaient en pleine expansion dès le XII^e siècle et où les écritures s'uniformisent peu à peu, comme la zone franco-méditerranéenne. La position fut nuancée, mais on n'a pas encore réellement étudié le problème paléographique dans une perspective d'histoire culturelle et sociale des XII^e et XIII^e siècles. Plusieurs remarques stimulantes sont cependant proposées par les paléographes. Ceux-ci relèvent surtout une confusion de plus en plus forte entre les écritures dites livresques et les écritures dites diplomatiques, au fil de la révolution de l'écrit, marquée par l'adoption généralisée d'une sorte de gothique rapide, qui peut cependant avoir ses déclinaisons locales ou régionales⁵¹. Cette écriture gothique qui devient l'apanage du bas Moyen Âge ne doit cependant pas faire oublier ni ses origines ni ses mutations, au même moment. En parallèle à cette écriture plus ou moins appliquée, apparaît et se transforme une cursive, dont la rapidité d'élaboration cache une réelle technicité. Voilà l'écriture ordinaire au sens strict, mise en place pour procéder à des travaux de chancellerie ou de rédaction littéraire qui soient rapides et efficaces, pour faciliter des prises de notes, pour élaborer des instruments de travail⁵². Qu'il s'agisse d'une gothique « basique » ou d'une cursive que chacun s'approprie, ces écritures reflètent toutes une modification du rapport à l'écrit par rapport au temps : on écrit plus vite⁵³. Trop souvent, on oublie l'écriture lorsqu'on traite de cette révolution de l'écrit : à tort.
- 31 On le constate, je n'ai pas approfondi voire pas abordé bien des points essentiels sur lesquels les spécialistes de la « literacy » s'écharpent, comme la question de la langue,

celle de la conservation matérielle, celle du support, celle des instruments d'écriture, celle de la mise en page, celle des instruments de repérage au sein de la page ou du codex... Ce n'est pas une synthèse que je voulais proposer, mais un questionnaire raisonné, afin de faciliter l'accès des chercheurs à certains grands résultats des spécialistes de l'histoire de l'écrit documentaire (oserais-je dire : de la diplomatique ?) ; surtout afin de prolonger ces résultats.

- 32 L'étude de la « literacy » a encore de beaux jours devant elle. Mais le travail sera ardu : toutes les nuances que j'ai cru bon d'apporter ont dégénéré en un flot de questions. La révolution de l'écrit aurait donc eu lieu ? Comment l'estimer ? Peut-on encore affiner la typologie des fonctions de l'écrit pratique telle que j'ai tenté de l'établir ? Des fonctions secondaires pourraient bien apparaître : lesquelles ? Peut-on faire une étude de la communication pour cette période cruciale, embrassant toutes les formes d'expression humaine ? Peut-on préciser mieux la place des laïcs dans cette *renovatio* ? Quels sont-ils, les espaces culturels qui se mettent en place : a-t-on en face de nous une sorte de culture-monde en devenir, au beau xiii^e siècle ?

NOTES

1.B.-M. TOCK, M. COURTOIS, M.-J. GASSE-GRANDJEAN, P. DEMONTY, *La diplomatique française du Haut Moyen Âge. Inventaire des chartes originales antérieures à 1121 conservées en France*, t. 1 : Introduction générale, Album diplomatique, Table chronologique, Table des auteurs, Turnhout, 2001 ; M.T. CLANCHY, *From Memory to Written Record. England 1066-1307*, 2e éd., Oxford, 1993 ; P. CAMMAROSANO, *Italia medievale. Struttura e geografia delle fonti scritte*, Rome, 1991.

2.Par exemple, C.F. BRIGGS, « Literacy. Reading and Writing in the Medieval West », *Journal of Medieval History*, t. 26, 2000, p. 397-420. Sur la diplomatique : O. GUYOTJEANNIN, L. MORELLE, « Tradition et réception de l'acte médiéval : jalons pour un bilan des recherches », *Archiv für Diplomatik, Schriftgeschichte, Siegel- und Wappenkunde*, t. 53, 2007, p. 367-403, par exemple.

3.R. CHARTIER, « Culture écrite et littérature à l'âge moderne », *Annales. Histoire et Sciences Sociales*, 2001, 4, p. 783-802, ici p. 785.

4.Par exemple, pour les cartulaires du bas Languedoc : P. CHASTANG, *Lire, écrire, transcrire. Le travail des rédacteurs de cartulaires en Bas-Languedoc (XI^e-XIII^e siècles)*, Paris, 2001.

5.A. BARTOLI LANGELI, *Notai. Scrivere documenti nell'Italia medievale*, Rome, 2006, sur un ensemble de notaires italiens, constitue un bel exemple. Une autre superbe monographie récente, consacrée à l'emprise de l'écrit dans une ville italienne avant le XIII^e siècle : I. FEES, *Eine Stadt lernt schreiben. Venedig vom 10. bis zum 12. Jahrhundert*, Tübingen, 2002.

6.E. HOLTZ, *Überlieferungs- und Verlustquoten spätmittelalterlicher Herrscherurkunden, Turbata per aequora mundi. Dankesgabe an Eckard Müller-Mertens*, éd. O.B. RADER, M. LAWOW, Hanovre, 2001, p. 67-80, ici p. 67-68.

7.H. FICHTEAU, *Das Urkundenwesen in Österreich vom 8. bis zum frühen 13. Jahrhundert*, Vienne, 1971.

8.P. ERHART, J. KLEINDINST, *Urkundenlandschaft Rätien*, Vienne, 2004.

9.B.-M. TOCK, M. COURTOIS, M.-J. GASSE-GRANDJEAN, P. DEMONTY, *La diplomatique française du Haut Moyen Âge. Inventaire des chartes originales antérieures à 1121 conservées en France*, t. 1, op. cit.

- 10.**U. NEDDERMEYER, *Von der Handschrift zum gedruckten Buch. Schriftlichkeit und Leseinteresse im Mittelalter und in der frühen Neuzeit. Quantitative und qualitative Aspekte*, 2 vol., Wiesbaden, 1998, ici t. 1, p. 538-540. Voir aussi ID., « Möglichkeiten und Grenzen einer quantitativen Bestimmung der Buchproduktion im Spätmittelalter », *Gazette du livre médiéval*, 28, 1996, p. 23-32.
- 11.**T. BEHRMANN, *Domkapitel und Schriftlichkeit in Novara (11.-13. Jahrhundert). Sozial- und Wirtschaftsgeschichte von S. Maria und S. Gaudenzio im Spiegel der urkundlichen Überlieferung*, Tübingen, 1994.
- 12.***Monumenta Arroasiensia*, éd. B.-M. TOCK avec la coll. de L. MILIS, Turnhout, 2000 (Corpus Christianorum, Continuatio Mediaevalis, CLXXV).
- 13.**J.L. CISNE, « How Science Survived ; Medieval Manuscripts'Demography'and Classic Texts Extinction », *Science*, 307, 2005, p. 1305 et réponse de G. DECLERCQ, « Comment on 'How Science Survived ; Medieval Manuscripts'Demography'and Classic Texts Extinction' », *Science*, 310, 2005, p. 1618 (droit de réponse de J.L. Cisne dans le même volume, p. 1618).
- 14.**A. BARTOLI LANGELI, « Private Charters », dans *Italy in the Early Middle Ages, 476-1000*, éd. LA ROCCA CR., Oxford, 2002, p. 205-219 et ID., « Sui « Brevi » italiani altomedievali », *Bollettino dell'Istituto storico italiano per il Medio Evo*, t. 105, 2003, p. 1-23.
- 15.**M. PARISSÉ, « Remarques sur les chirographes et les chartes-parties antérieures à 1120 et conservées en France », *Archiv für Diplomatik, Schriftgeschichte, Siegel- und Wappenkunde*, t. 32, 1986, p. 546-567 ; J.-L. CHASSEL, « Chirographes, sceaux et notaires. Remarques sur l'usage des formes mixtes dans les actes des XII^e et XIII^e siècles », *Marques d'authenticité et sigillographie. Recueil d'articles publiés en hommage à René Laurent*, éd. DE MOREAU DE GERBEHAYE C., VANRIE A., Bruxelles, 2006, p. 59-66. On attendra aussi la sortie des travaux sur le chirographe préparés par L. Morelle et une série de chercheurs auditeurs à ses conférences.
- 16.**T. BEHRMANN, *Domkapitel und Schriftlichkeit in Novara (11.-13. Jahrhundert)*, op. cit.
- 17.***Pragmatische Schriftlichkeit im Mittelalter. Erscheinungsformen und Entwicklungsstufen*, éd. H. KELLER, KL. GRUBMÜLLER, N. STAUBACH, Munich, 1992 ; *Der Codex im Gebrauch*, éd. CH. MEIER, D. HUPPER et H. KELLER, Munich, 1996 ; *Schriftlichkeit und Lebenspraxis. Erfassen, Bewahren, Verändern*, éd. H. KELLER, C. MEIER, TH. SCHARFF, Munich, 1999 ; *Pragmatische Dimensionen Mittelalterlicher Schriftkultur*, éd. C. MEIER, V. HONEMANN, H. KELLER et R. SUNTRUPP, Munich, 2002. On liera à ces recherches le concept émis avec beaucoup de pertinence par Brian Stock, de « communauté textuelle » : *The Implications of Literacy : Written Language and Models of Interpretation in the Eleventh and Twelfth Centuries*, Princeton, 1983.
- 18.**Je me propose de revenir dans un travail postérieur sur la concomitance étonnante entre la naissance de ce courant « mémoriel » destiné à lier construction de récit et réalisation d'un projet de société et l'émergence dans nos sociétés contemporaines depuis les années 1970 d'un mode de gestion de la chose publique organisé autour de la construction de récit (appelé aussi *storytelling*). Il y a là, selon moi, plus qu'une coïncidence, à laquelle je consacrerai sous peu un essai, en cours de rédaction.
- 19.**Voir par exemple H. KELLER, *Ottonische Königsherrschaft. Organisation und Legitimation königlicher Macht*, Darmstadt, 2002.
- 20.**Voir par exemple L. MORELLE, « Les chartes dans la gestion des conflits (France du Nord, XI^e-début XII^e siècle) », *Pratiques de l'écrit documentaire au XI^e siècle*, éd. O. GUYOTJEANNIN, L. MORELLE ET M. PARISSÉ, Paris - Genève, 1997, p. 267-297 (= Bibliothèque de l'École des chartes, 155), notamment p. 286-290.
- 21.**Sur la mémoire et les langages complexes qui la ravivent, on lira M. CARRUTHERS, *Machina Memorialis. Méditation, rhétorique et fabrication des images au Moyen Âge*, Paris, 2002 et ID., *Le livre de la mémoire. Une étude de la mémoire dans la culture médiévale*, Paris, 2002, mais aussi C. SEVERI, *Le principe de la chimère. Une anthropologie de la mémoire*, Paris, 2007. Ce rapport entre mémoire, écriture, image et « oralité » constitue une des questions essentielles que je compte traiter dans mon mémoire d'habilitation.

- 22.** Remis à l'honneur dès 1991 avec la table ronde *Les cartulaires. Actes de la Table ronde organisée par l'École nationale des chartes et le G.D.R. 121 du C.N.R.S. (Paris, 5-7 décembre 1991)*, éd. O. GUYOTJEANNIN, L. MORELLE ET M. PARISSE, Paris, 1993.
- 23.** Un article fondateur : P. GEARY, « Entre gestion et 'gesta' », *Les cartulaires. Actes de la Table ronde*, op. cit., p. 13-26.
- 24.** D. IOGNA-PRAT, « La confection des cartulaires et l'historiographie à Cluny (XI^e-XII^e siècle) », *Les cartulaires. Actes de la Table ronde*, op. cit., p. 27-44 ; H. ATSMAS, J. VEZIN, « Gestion de la mémoire à l'époque de saint Hugues (1049-1109). La genèse paléographique et codicologique du plus ancien cartulaire de l'abbaye de Cluny », *Histoire et archives*, t. 7, 2000, p. 5-29 ; S. BARRET, *La mémoire et l'écrit : l'abbaye de Cluny et ses archives, X^e-XVIII^e siècle*, Munster, 2004. Pour les cisterciens, voir par exemple l'introduction de J. WAQUET, J.-M. ROGER, L. VEYSSIÈRE, *Recueil des chartes de l'abbaye de Clairvaux au XII^e siècle*, Paris, 2004.
- 25.** D. CARRAZ, « Mémoire lignagère et archives monastiques : les Bourbouton et la commanderie de Richerenches », *Convaincre et persuader : communication et propagande aux XII^e et XIII^e siècles*, éd. M. AURELL, Poitiers, 2007, p. 467-502 ; autres exemples intéressants dans P. CHASTANG, *Lire, écrire, transcrire*, op. cit.
- 26.** R. ROUSE, M. ROUSE, « Concordances et index », *Mise en page et mise en texte du livre manuscrit*, éd. H.-J. MARTIN et J. VEZIN, Paris, 1990, p. 219-228.
- 27.** Voir par exemple le cartulaire d'actes de fondateurs mis en place par les Dominicains de Rodez au XIV^e siècle : P. BERTRAND, C. GADRAT, « Les archives et la bibliothèque du couvent des Dominicains de Rodez. Jalons pour une enquête », *Revue Mabillon*, n. s., t. 15, 2004, p. 231-235. Sur les bullaires, on attendra la publication prochaine des travaux de l'ANR Corelpa, section de diplomatique de l'IRHT, par V. Bessey.
- 28.** P. CHASTANG, « Cartulaires, cartularisation et scripturalité médiévale : la structuration d'un nouveau champ de recherche », *Cahiers de civilisation médiévale : X^e-XII^e siècles*, t. 49, 2006, p. 21-32, ici p. 29. Accessoirement, voir P. BERTRAND et X. HÉLARY, « Constructions de l'espace dans les cartulaires », *Construction de l'espace au Moyen Âge : pratiques et représentation*, XXVII^e congrès de la SHMES (Mulhouse, 2/4 juin 2006), Paris, 2007, p. 193-207 (*Histoire ancienne et médiévale*, 96).
- 29.** Un bon exemple de sens de la nuance : B. RESL, *Vom Nutzen des Abschreibens : Überlegungen zu mittelalterlichen Chartularen, Vom Nutzen des Schreibens. Soziales Gedächtnis, Herrschaft und Besitz*, éd. W. POHL, P. HEROLD, Vienne, 2002, p. 205-222.
- 30.** P. BERTRAND, « Du de *re diplomatica* au nouveau traité de diplomatique : la réception des textes fondateurs d'une discipline », dans *Jean Mabillon. Entre érudition et histoire culturelle*, AIBL, le 8 décembre 2007, éd. O. Hurel, sous presse.
- 31.** Je me permets de renvoyer à un de mes articles sous presse : « Jeux d'écritures : censiers, comptabilités, quittances... (France du Nord, XIII^e-XIV^e siècles) », à paraître dans le colloque *Décrire, inventorier, enregistrer entre Seine et Rhin au Moyen Âge. Formes, fonctions et usages des écrits de gestion*, Namur, mai 2008.
- 32.** F.M. BISCHOFF, « Kodikologische Beiträge zum Lausanner Kartular », *Mabillons Spur. Zweiundzwanzig Miszellen aus dem Fachgebiet für Historische Hilfswissenschaften der Philipps-Universität Marburg zum 80. Geburtstag von Walter Heinemeyer*, éd. P. RÜCK, Marburg, 1992, p. 167-191, ici p. 167-172.
- 33.** H. PIRENNE, *Le livre de l'abbé Guillaume de Ryckel (1249-1272). Polyptyque et comptes de l'abbaye de Saint-Trond au milieu du XIII^e siècle*, Bruxelles, 1896.
- 34.** Voir n. 31.
- 35.** Par exemple, J. GILISSEN, *Introduction historique au droit. Esquisse d'une histoire universelle du droit ; les sources du droit depuis le XIII^e siècle ; éléments d'histoire du droit privé*, Bruxelles, 1979, p. 180-181.
- 36.** A.J.A. BIJSTERVERELD, « The commemoration of patrons and gifts in chronicles from the diocese of Liège, eleventh-twelfth centuries », *Revue bénédictine*, t. 109, 1999, p. 208-243, ici p. 208-212.

- 37.**G. CHEVRIER, « Remarques sur la distinction entre l'acte créateur d'obligation et l'acte translatif de propriété dans quelques chartes du nord de la France et de la Belgique », *Revue du Nord (région du nord de la France, Belgique, Pays-Bas)*, t. 40, 1958, p. 209-211.
- 38.**M. PARISSE, « Écriture et réécriture des chartes : les pancartes aux XI^e et XII^e siècles », *Pratiques de l'écrit documentaire au XI^e siècle*, op. cit., p. 247-265 ; *Pancartes monastiques des XI^e et XII^e siècles*, éd. M. PARISSE, P. PÉGEOT, B.-M. TOCK, Turnhout, 1998.
- 39.**H. FICHTENAU, *Das Urkundenwesen in Österreich vom 8. bis zum frühen 13. Jahrhundert*, p. 138-146 et 165-167 ; G. DECLERCQ, *Traditievorming en tekstmanipulatie in Vlaanderen in de tiende eeuw. Het 'Liber Traditionum Antiquus' van de Gentse Sint-Pietersabdij*, Bruxelles, 1998.
- 40.**D'autres l'ont déjà fait avec grande finesse, comme B. STOCK, *The Implications of Literacy : Written Language and Models of Interpretation in the Eleventh and Twelfth Centuries*, mais surtout W. J. ONG, *Orality and Literacy. The Technologizing of the Word*, Londres, 1982, ou encore les publications de J. Goody (comme par exemple J. GOODY, *Pouvoirs et savoirs de l'écrit*, Paris, 2007).
- 41.**L'exemple tout à fait particulier de la Rhétie ne nous permet pas d'être aussi catégorique : des laïcs y semblent impliqués dans des procédures d'écriture à haute époque. Faut-il invoquer les liens avec l'Italie toute proche, restée plus en prise avec l'écrit ?
- 42.**A. PETRUCCI, *Prima lezione di paleografia*, Rome-Bari, 4^e éd., 2007, p. 20-21. Marco Mostert, dans un article récent, distingue aussi des « registers of literacy » (sans sembler connaître ou du moins citer les distinctions d'A. Petrucci), mais il est moins complet : Marco. MOSTERT, « Forgery and Trust », *Strategies of Writing. Studies on Text and Trust in the Middle Ages. Papers from « Trust in Writing in the Middle Ages » (Utrecht, 28-29 november 2002)*, éd. P. SCHULTE, M. MOSTERT et I. VAN RENSWOUDE, Turnhout, 2008, p. 40-44.
- 43.**C'est ainsi que j'étudie actuellement cette « seconde » révolution de l'écrit de la fin du XIII^e siècle.
- 44.**J.-F. NIEUS, « Le chartrier des comtes de Saint-Pol au XIII^e siècle. Approche d'un fonds disparu », *Histoire et archéologie du Pas-de-Calais*, t. 21, 2003, p. 11-36, ici p. 21-22.
- 45.**G. CROENEN, « Governing Brabant in the Twelfth Century : The Duke, his Household and the Nobility », *Secretum Scriptorum. Liber alumnorum Walter Prevenier*, éd. W. BLOCKMANS, M. BOONE, T. DE HEMPTINNE, Leuven, 2000, p. 39-76, ici p. 47-49.
- 46.**Voir J.-F. NIEUS, « Et hoc per meas litteras significo. Les débuts de la diplomatie féodale dans le nord de la France (fin XII^e-milieu XIII^e siècle) », *Le vassal, le fief et l'écrit. Pratiques d'écriture et enjeux documentaires dans le champ de la féodalité (XI^e-XV^e siècles)*, éd. J.-F. NIEUS, Louvain-la-Neuve, 2007, p. 71-95. Évidemment, des études sur la diplomatie féodale sont en cours également pour le régions du sud : A.J. KOSTO, *Making Agreements in Medieval Catalonia. Power, Order, and the Written Word, 1000-1200*, Cambridge, 2001, ID., « Laymen, Clerics, and Documentary Practices in the Early Middle Ages : The Example of Catalonia », *Speculum. A Journal of Mediaeval Studies*, t. 80, 2005, p. 44-74 ou encore H. DÉBAX, *La féodalité languedocienne XI^e-XII^e siècles. Serments, hommages et fiefs dans le Languedoc des Trencavel*, Toulouse, 2003.
- 47.***Le carteggio Datini et les correspondances pratiques des XIV^e-XVI^e siècles*, études réunies par J. HAYEZ, dans *Mélanges de l'École française de Rome*, 117, 2005, p. 115-304.
- 48.**Voir, entre autres, les remarquables communications de l'ouvrage *Écrire, compter, mesurer. Vers une histoire des rationalités pratiques*, éd. N. COQUERY, F. MENANT et F. WEBER, Paris, 2006.
- 49.**Voir par ex. pour la langue flamande : T. DE HEMPTINNE, « De doorbraak van de volkstaal als geschreven taal in de documentaire bronnen. Op zoek naar verklaringen in de context van de graafschappen Vlaanderen en Henegouwen in de XIIIde eeuw », *Handelingen der Koninklijke Zuidnederlandse maatschappij voor taal- en letterkunde en geschiedenis*, t. 53, 1999, p. 7-21.

50.S. HAJNAL, *Vergleichende Schriftproben zur Entwicklung und Verbreitung der Schrift im 12.-13. Jahrhundert*, Budapest-Leipzig-Milan, 1943. Voir, comme continuateur et critique, J. STIENNON, *L'écriture diplomatique dans le diocèse de Liège du XI^e au milieu du XIII^e siècle. Reflet d'une civilisation*, Paris, 1960.

51.Voir, par exemple, A. DEROLEZ, *The Palaeography of Gothic Manuscript Books in Europe*, Cambridge, 2001 et G. NICOLAJ, « Questions terminologiques et questions de méthode. Autour de Giorgio Cencetti, Emanuele Casamassima et Albert Derolez », *Bibliothèque de l'École des chartes*, t. 165, 2007, p. 9-28.

52.Voir les articles contenus dans la *Bibliothèque de l'École des chartes*, t. 165, 2007, consacrée aux écritures cursives.

53.J.-P. GUMBERT, « The Speed of Scribes », *Scribi et colofoni. Le sottoscrizioni di copisti dalle origini all'avvento della stampa. Atti del seminario di Erice. X Colloquio del Comité international de paléographie latine (23-28 octobre 1993)*, éd. E. CONDELLO, G. DE GREGORIO, Spolète, 1995, p. 57-69.

RÉSUMÉS

Partant du premier panorama qu'a dressé Michael Clanchy en son temps avec son *From Memory to Written Record*, l'auteur a voulu ici étudier la révolution de l'écrit en mettant l'accent sur l'écrit diplomatique, les documents de la pratique. Il a cherché à préciser un grand nombre de questions que se posent les historiens : la croissance de l'écrit a-t-elle vraiment eu lieu, aux XII^e-XIV^e siècles ? Comment qualifier le « fonctionnalisme » dont font preuve les chercheurs lorsqu'ils étudient le document ? Comment qualifier la part de l'oral et de l'écrit dans la culture de la fin du Moyen Âge ? Comment les laïques se mêlent-ils de l'écrit ? Pourquoi peut-on parler de « mondialisation » de l'écrit alors ?

About the Writing Revolution (tenth-thirteenth century). Untimely Meditations. This paper intends to focus on the « revolution of writing » that historians attempt to study since several decades. Starting with Michael Clanchy's seminal book, the author wants to clarify some questions on the growth of writing, on a quantitative point of view, during the twelfth, the thirteenth and the fourteenth century ; this paper also stresses the problem of "functionalism", which is pregnant for scholars studying medieval writing practices, the globalization of writing on the European scene, the growing number of literate lay people, the ambiguous relations between orality and writing. Far from answering all questions, it aims to open minds to the very complex history of writing culture.

INDEX

Mots-clés : diplomatique, histoire culturelle, pratiques de l'écrit, révolution de l'écrit, mémoire, oral et écrit, fonctions de l'écrit

Keywords : literacy, cultural history, writing practices, diplomatics, revolution of writing, memory, orality

AUTEUR

PAUL BERTRAND

IRHT (UPR 841) GDR 3177 « Diplomatique » – 3B avenue de la recherche scientifique,
F-45071 Orléans cedex 2